Les distances que l'essentiel de l'appareil de la CFDT conserve aujourd'hui avec le PS montrent que ce n'est pas actuellement par ce biais que le « nouveau PS » regagnera une assise ouvrière qui en ferait un parti ouvrier réformiste.

LE PCF PRISONNIER DE SA LIGNE DE DEMOCRATIE AVANCEE

Face à la gravité de la crise du régime, à la combativité et à la politisation de la classe ouvrière, menacé par les révolutionnaires, le PCF ne pouvait aborder les élections en proposant un simple accord de désistement, avec le PS a l'occasion des législatives.

Il devait, verbalement au moins proposer une perspective plus enthousiate à la classe ouvrière : c'est pourquoi depuis un an il multiplie les initiatives politiques publie son « programme d'union populaire », et enfin, au lendemain du référendum, qui révèle la possibilité d'une victoire électorale en 73, il accélère la signature du « programme commun ».

Pour la direction du PCF la signature d'un programme et des engagements précis du PS sont essentiels, car il sait que sa ligne électoraliste le contraint à l'occasion de chaque élection à des concessions majeures pour aboutir à un accord. Le programme d'union populaire est une base d'accord qu'il marchande, en faisant des concessions importantes pour lui (telles le maintien du pacte atlantique), pour aboutir a un programme commun,...et la direction du PCF sait que d'ici 76 Mitterrand lui fera avaler de nouvelles couleuvres.

Or la direction du PCF, n'a aucun moyen de faire réellement pression sur le PS, car seul l'accord avec « l'allié » socialiste peut permettre de gagner les élections **Même s'il représente la force dominante de l'union de la gauche, le PCF ne peut utiliser cette force car celà supposerait la mobilisation des masses à laquelle il se refuse.** Son électoralisme place même le PCF en porte à faux par rapport à la défense des intérêts de la bureaucratie soviétique. Les concessions qu'il doit faire à Mitterrand sur le pacte atlantique, les critiques qu'il est contraint de porter sur les procès en Tchécoslovaquie...et même sur l'URSS, pour se placer en meilleure position dans la course électorale, l'amène à marquer certaines distances avec la bureaucratie soviétique, qui ont entrainé le « rappel à l'ordre » d'Abrassimov.

LA DYNAMIQUE DE L'UNION DE LA GAUCHE

L'importance de la signature du programme commun dépasse largement les manœuvres entre l'appareil du PCF et Mitterrand.

Dans une situation politique, marquée par le discrédit total de l'UDR, parti pivot de la 5ème république et la montée de la combativité ouvrière, l'accord d'union de la gauche ouvre pour la première fois depuis 68 une perspective politique à la classe ouvrière, éduquée dans l'électoralisme.

Le vote pour l'union de la gauche apparaît aujourd'hui à la majorité des travailleurs comme un moyen d'en finir avec un régime qui a fait plus que son temps. Cela ne signifie pas qu'il ne sera pas accompagné de réticences quant au PS et dans une certaine mesure au PC.

Un succès partiel de la gauche sera un encouragement à des luttes, une victoire électorale (qui reste l'hypothèse la moins probable) provoquerait un blocage des institutions, et probablement des affrontements violents, avec une bourgeoisie angoissée

L'accord d'union de la gauche, ne représente cependant pas l'équivalent de ce que fut l'accord de front populaire de 36 ou celui d'unité populaire au Chili : quel que soit le contenu du programme, ce qui avait entrainé la dynamique extra parlementaire de cet accord était le rassemblement des deux composantes communiste et socialiste du mouvement ouvrier.

L'accord d'union de la gauche n'aboutit pas à une telle dynamique dans la mesure où l'unité avec le PS, n'est nullement considérée comme la réalisation de l'unité ouvrière. Même la direction du PC qui fait tant pour grossir le PS, le présente comme le représentant des « couches moyennes ».

C'est la raison pour laquelle le grand capital ne soutient pas à l'étape actuelle l'action de Mitterrand car il craint la dynamique sociale qu'entrainerait une victoire de l'union de la gauche, et il pense pouvoir encore faire appel à d'autres solutions.

En effet, dans le contexte actuel, si une victoire électorale de la gauche demeure improbable, un succès relatif pourrait suffire à accélérer déclenchement d'une crise politique en encourageant la mobilisation ouvrière et en aggravant les divisions de la bourgeoisie. De ce point de vue, la campagne anti-communiste que mène la bourgeoisie manifeste moins une crainte devant les projets du PCF qu'une crainte réelle de la dynamique sociale qui peut s'engouffrer derrière celle de l'accord PS-PC.

La solution politique avancée par l'accord PS-PC nécessite des mobilisations contrôlées et canalisées par la bureaucratie qui doit en même temps bloquer les luttes qui risqueraient de déborder le cadre fixé. Cette contradiction est d'autant plus vive aujourd'hui que la bureaucratie ouvrière n'a plus à redouter seulement les débordements spontanés , mais aussi le rôle conscient et actif que joue dans les luttes l'extrême-gauche, organisée ou non, et nous en particulier.